

Un nouvel objectif social: La «société façonnée»

Le chancelier fédéral Ludwig Erhard a prononcé le 31 mars 1965 au congrès du parti chrétien-démocrate à Dusseldorf un discours dans lequel il a développé ses conceptions et ses plans dans les domaines économique et social et en politique étrangère. Voici les passages de son discours se rapportant à ces sujets.

La démocratie moderne dépend de la coopération de tous les groupes qui la composent; elle connaît leur puissance, mais aussi leurs limites. Tous ces groupes se soumettent aujourd'hui à la démocratie; aucun n'est plus opposé à l'Etat légitime et à la Constitution.

Les grands problèmes que nous avons à résoudre — je ne pense pas exclusivement à ceux de politique étrangère, mais aussi à ceux concernant les aspects sociaux, culturels et économiques — ne peuvent trouver de solutions qui tiennent compte des intérêts particuliers des groupes pris individuellement. Il s'agit de questions intéressant la nation tout entière.

Dans cette relation, le mot « nation » n'a plus pour nous le sens d'un nationalisme dépassé; nous concevons la nation dans la perspective de l'évolution sociale, économique et spirituelle comme une « société façonnée ».

Seule cette « société façonnée » qui ne sera plus ébranlée par des luttes sociales, ni déchirée par des conflits culturels et dont la productivité ne dépendra plus comme à l'ère de l'impérialisme de la domination des sources de matières premières coloniales et des marchés d'exportation, seule une telle société, dont les fonctions seront déterminées mais dont la forme ne sera nullement figée, est en mesure de donner à l'Etat moderne un fondement solide pour son développement économique, technique et scientifique, qui sera aussi le fondement de la paix entre les peuples. La « société façonnée » — qui est tout le contraire d'une société uniformisée de caractère socialiste ou de mentalité collectiviste — n'a pas besoin, pour fonctionner, de l'exploitation impérialiste de peuples étrangers et elle

rejette plus résolument encore le système communiste de l'exploitation de son propre peuple. Que signifie alors le terme « société façonnée » ?

Il signifie que cette société ne se compose plus de classes et de groupes cherchant à réaliser des objectifs s'excluant mutuellement, mais se fonde au contraire, éloignée de toute conception de classes sociales et coopérative par nature, sur la collaboration de tous les groupes et intérêts. Cette société, dont les premiers éléments se reconnaissent déjà dans le système de l'économie de marché, ne se constitue pas par la contrainte autoritaire, mais par ses propres forces, par sa propre volonté, en prenant connaissance et conscience d'une manière croissante de la dépendance réciproque des groupes et des intérêts.

Le résultat de ce façonnement doit être l'établissement d'une relation d'une importance vitale entre la stabilité sociale et le dynamisme économique, la concentration des efforts en vue d'un accroissement continu du rendement, la certitude d'un développement expansif de l'économie, ainsi que la mise à profit du progrès technique et scientifique. C'est une société à l'équilibre dynamique. Par sa nature même, elle ne peut pas être gouvernée d'une manière autoritaire, elle ne peut être que démocratique. Mais il lui faut des techniques différentes, modernes, de gouvernement et de formation de la volonté politique.

Nous devons clairement nous rendre compte que notre régime politique est lui aussi soumis à un processus naturel d'évolution. La « société façonnée » réclame par conséquent de nouvelles impulsions de la part de nos partis politiques et du parlementarisme lui-même.

Une idée directrice pour l'Europe

2

Il faut tenir compte de règles analogues pour les tâches de l'administration de l'Etat. Notre effort doit tendre à tirer les conséquences de l'évolution intervenue jusqu'ici, et cela d'une manière méthodique et résolue.

Ce sont là des questions qui intéressent également notre vie spirituelle, nos connaissances scientifiques et notre culture. La « société façonnée » n'est pas non plus un modèle qui ne pourrait fonctionner que sous l'égide de l'Etat national. C'est en elle au contraire qu'une Europe unifiée pourrait trouver son visage. Elle est susceptible de fournir l'idée directrice pour la transformation de notre continent, comme pour l'évolution économique et sociale d'autres peuples.

En politique intérieure, la République fédérale se trouvera confrontée au cours des prochaines années avec des tâches exceptionnelles. Après la période de réorganisation et de développement de la production économique, de l'accroissement du bien-être pour tous, des efforts pour réaliser une organisation sociale équitable, après l'élimination des principaux dommages résultant de la guerre ou des suites de la guerre — bref à la suite de tout ce que l'on a coutume d'appeler dans le monde « le miracle allemand » — enfin et surtout à la suite de la création d'une démocratie capable de fonctionner, nous en sommes maintenant arrivés à un stade qui n'inspire pas seulement aux critiques de notre culture un sentiment de malaise. Il a une cause réelle que nous devons reconnaître: Sous son aspect positif il exprime le désir d'une stabilisation du régime actuel et en même temps d'une société logiquement articulée qui donne à l'individu comme à la communauté un sentiment de sécurité.

La République fédérale doit devenir un pays dans lequel l'Etat et la société s'unissent et se réconcilient dans une volonté de progrès de grande envergure — c'est en cela que je vois ma mission. L'Etat ne doit pas établir ses plans d'une manière autoritaire et la société ne doit pas sacrifier

un avenir plein de promesses pour un présent commode où l'on se bornerait à consommer. Pour reprendre les mots de M. Gerstenmaier, nous voulons être plus qu'une coopérative de consommation.

Prévoyance de la part des pouvoirs publics et initiative privée doivent s'associer pour faire en sorte que l'Allemagne soit à l'épreuve des crises et pour pouvoir être les garants de l'augmentation de son potentiel politique, de son rendement spirituel et technique, de son progrès économique enfin. Bref, nous devons organiser notre société de manière à créer les conditions d'un nouvel essor culturel et civilisateur de notre Etat et de notre peuple.

L'Etat fédéral a été traité quelque peu en parent pauvre par la loi fondamentale. Néanmoins, toutes les critiques se concentrent sur Bonn. A l'avenir, il s'agira d'utiliser entièrement les compétences accordées par la Constitution à l'Etat fédéral dans le domaine de la justice, dans la vie économique et sociale, en matière d'hygiène, d'urbanisme et de transport, ainsi qu'en ce qui concerne le développement de l'instruction, de la recherche et de la sécurité intérieure.

Une réforme de l'Etat fédéral ne pourra cependant pas être limitée à celle de ses compétences, elle doit aussi pouvoir prendre appui sur le concours confiant et compréhensif des Lænder.

J'ai l'intention de constituer un groupe d'experts scientifiques et politiques qui aura pour mission de rassembler toutes les données nécessaires, d'établir le diagnostic des besoins à longue échéance et d'élaborer la solution apportant les progrès nécessaires. Le mot de « réforme » ne peut pas être interprété dans notre pays comme s'il s'agissait de mettre fin à une situation devenue insupportable. Réformer signifie aujourd'hui que nous devons rendre une société se transformant rapidement capable de s'adapter et de survivre.

Sauvegarde de la liberté par des moyens matériels

Prenons l'exemple de la politique sociale. Nous avons reconnu qu'une politique sociale moderne, si elle doit réellement garantir la stabilité et la sécurité, sous-entend une économie dynamique capable de progresser et que chaque pas dans cette voie dépend par conséquent de la synchronisation des politiques sociale et économique.

L'économie de marché n'a pas seulement été un grand succès parce qu'elle a animé la volonté de l'économie de produire plus et mieux, mais aussi parce qu'elle a permis de réaliser une politique d'équilibre social de grande envergure. Mais il nous faut faire un pas de plus. La politique sociale d'une « société façonnée » repose sur la sauvegarde de la liberté par des moyens matériels. Nous savons qu'il reste bien des misères à éliminer. Et surtout nous savons que la misère sociale dans notre société se présente sous de multiples aspects: celui de la vieillesse solitaire, des soucis de santé, des appréhensions de nombreux individus ne se sentant pas professionnellement, psychologiquement ou physiquement en mesure de répondre aux exigences concentrées de notre société.

Dans l'ensemble, nous avons cependant réussi la percée. De tous les Etats industriels, la République fédérale est depuis 1949 de loin celui qui a connu le moins de grèves. Nos prestations sociales représentent la part la plus élevée du produit national de tous les pays du monde. C'est précisément en raison de ce grand succès que nous ne devons pas hésiter à manier la sonde de critiques honnêtes, c'est-à-dire à rechercher ce que l'on peut encore faire de mieux.

Du fait de son évolution historique, notre politique sociale est trop peu rigide dans ses dispositions et trop peu consciente dans la fixation de ses objectifs. Elle s'expose

ainsi au danger de perdre toute structure. La politique sociale ne doit plus être considérée comme une addition ou comme une superposition permanente de prestations; en lieu et place d'une simple accumulation il faut faire place là aussi à une véritable intégration. Mais n'oublions pas qu'à la suite de l'effondrement, la misère nous avait contraints à fournir une aide rapide et que l'époque n'était pas encore mûre pour les réformes. Nous les avons cependant entreprises par la suite.

Un danger considérable réside — avouons-le — aujourd'hui encore dans une certaine mesure dans le fait que nous sommes peut-être trop souvent tentés ou même contraints de considérer la politique sociale comme la concession faite à des intérêts organisés. Mais les bienfaits sociaux, si bien intentionnés qu'ils soient, restent, s'ils ne touchent pas au fond du problème, d'un prix hors de proportion avec les résultats obtenus et ils affaiblissent d'une manière inquiétante la volonté de rendement de notre société. En outre, ils amoindrissent le sentiment de sécurité sociale au lieu de le renforcer.

Notre tâche primordiale sera donc de dégager la politique sociale des broussailles superflues qui l'entourent et de rationaliser le dispositif de nos prestations sociales, de le rendre plus facile à saisir et en même temps plus efficace pour le citoyen. La politique sociale d'ancien style, c'est-à-dire celle qui convenait à une société en état de détresse, ne correspond plus à l'essence de notre société actuelle qui est en mesure de fonder cette politique sur le bien-être.

C'est à cette tâche que s'est consacrée une commission d'enquête, créée conformément à ma déclaration gouverne-

mentale d'octobre 1963. Les résultats de ses travaux s'annoncent prometteurs.

Dans la société libre que nous nous représentons, l'individu ne doit pas être privé de sa responsabilité, il doit au contraire en prendre conscience d'une manière plus intense. Mais la solidarité existant dans une « société façonnée » moderne exige que la communauté prenne à sa charge la caution sociale pour chacun, en raison de l'étroite dépendance des êtres humains entre eux.

Elle ne doit pas se borner à atténuer la misère sociale; elle doit s'attaquer à cette misère elle-même. Dans les cas particuliers où cela ne semble pas possible, nous n'avons pas le droit de rester prisonniers de l'ancien principe de la charité. Il faut dans de tels cas développer la sécurité sociale de telle sorte que celui qui est dépourvu de moyens suffisants pour assurer son existence, sans qu'il en soit lui-même responsable, puisse avoir la certitude de pouvoir vivre à l'abri du besoin.

Il est d'autant plus indispensable de porter toute notre attention sur la nécessité d'augmenter et d'assurer sur une large échelle le rendement matériel de notre société. La politique sociale dans une « société façonnée » est de ce fait une partie intégrante d'une politique d'infrastructure de grande envergure.

Le gouvernement et le Parlement, l'Etat fédéral, les gouvernements des Lænder et les communes doivent devenir plus solidaires et trouver ensemble le courage de refuser leur approbation à des souhaits partiels et trop nombreux lorsque l'intérêt de la communauté le demande. Il s'agit là dans le plein sens du mot d'une action d'esprit communautaire politique et économique.

Les bases d'une politique étrangère moderne

Si, dans la partie de notre programme pour l'Allemagne réservée à la politique intérieure, j'ai parlé de la nécessité de faire consciemment les premiers pas vers une « société façonnée », j'ai songé en même temps, et non dans une moindre mesure, aux bases de notre politique étrangère. Mais, se demandera-t-on, quelle est la politique étrangère pouvant correspondre à une « société façonnée » telle que nous la concevons? Notre politique étrangère est et ne peut être qu'une politique de paix tant que notre politique intérieure sera une stratégie du compromis. Une telle société n'a plus de raison d'ouvrir la soupape d'une agressivité extérieure pour couvrir des difficultés intérieures.

Une politique étrangère allemande efficace a besoin aujourd'hui plus que jamais de la cohésion intérieure de l'Etat et d'une haute capacité économique. Plus l'attachement du peuple allemand à son Etat, à sa patrie, se manifestera, plus l'Allemagne apparaîtra au monde unie et solidaire, plus aussi le monde sera disposé à se montrer compréhensif à notre égard.

L'ensemble de notre politique étrangère ne peut être dans son essence, sans nuire à l'actualité d'autres tâches ou problèmes, qu'une politique de réunification. Elle le restera jusqu'à ce que notre peuple puisse vivre de nouveau réuni dans un seul Etat, dans une patrie allemande commune.

Pour une politique européenne active digne du vieux continent

Nous savons très bien que les différends qui se manifestent dans la politique mondiale paralysent la réunification de l'Allemagne. Nous avons donc un intérêt vital à la détente, mais détente signifie compromis et non repli.

La politique de l'Union soviétique est cependant tout sauf une politique de compromis, elle n'est pas non plus une politique de détente, elle n'est pas une politique de paix. L'Union soviétique constitue en Europe une grande puissance impérialiste qui considère l'Allemagne centrale

Le problème des tâches communes est avant tout une question de financement, car la nécessité primordiale lorsqu'on se trouve confronté avec de tels besoins, si urgents qu'ils puissent être, est de ne jamais payer le prix d'une inflation. L'accroissement des budgets publics doit donc être limité fondamentalement en fonction du taux d'accroissement réel du revenu social brut.

Cœuvre de la communauté allemande

En raison de l'augmentation relativement plus forte du revenu nominal des budgets publics, conséquence de la progression des impôts, je considère qu'il est admissible que l'Etat fédéral et les Lænder mettent à disposition pour la réalisation de tâches communes de première urgence une part de leurs nouveaux revenus fiscaux allant jusqu'à 1 % du produit social brut. Ces prélèvements doivent permettre de constituer un fonds spécial — je propose de l'appeler « Cœuvre de la communauté allemande » — ayant sa propre direction économique et comptable et qui serait constamment alimenté de la manière indiquée.

Des sources de revenus supplémentaires pourraient être trouvées dans les fonds provenant de la poursuite méthodique de la rétrocession au secteur privé de biens économiques de l'Etat et grâce au recours au marché des capitaux qui serait effectué par la future « Cœuvre de la communauté allemande ».

Ce fonds devrait financer par priorité des dépenses publiques offrant un intérêt pour l'ensemble du peuple et ne pouvant trouver place dans des budgets limités à une année en raison de la nécessité d'élaborer des plans à moyen terme.

comme son bastion avancé ou comme l'instrument de son agression politique et économique.

L'antagonisme entre l'Est et l'Ouest, qui a marqué d'une manière si décisive la politique mondiale des années cinquante et dans le cadre duquel l'aspiration allemande à la réunification s'est trouvée placée, n'est certes pas éliminé, mais il provoque aujourd'hui, en dépit du changement de décor politique, un immobilisme de plus en plus évident.

Il n'est pas nécessaire et il ne faut pas qu'à cause de cela la politique occidentale et en particulier celle de l'Europe perde de son dynamisme et de son opiniâtreté dans la poursuite de ses objectifs. Nous sommes d'accord avec nos alliés occidentaux pour estimer que la « détente », seule ou comme fin en soi, n'est pas suffisante. Ce à quoi nous devons aspirer est une politique européenne active et perspicace, convenant au rang de notre vieux continent et s'intégrant au système occidental d'alliances.

Buts soviétiques inchangés

Cela est d'autant plus important que les tendances fondamentales de la politique de puissance soviétique sont restées inchangées, même si celle-ci semble se présenter à certains moments d'une manière moins monolithique. Par le fait que les dirigeants soviétiques actuels aient rapporté une partie des mesures prises par Khrouchtchev, les difficultés de l'U.R.S.S. n'ont plutôt fait que s'accroître. Car la société et l'économie de la Russie soviétique ne peuvent être libérées des chaînes qui leur ont été imposées par le système de la domination communiste et par la dictature de planification rigide de Staline, par une réforme de l'administration et du parti. Pas plus d'ailleurs qu'il n'est possible aux forces ainsi contenues de se déployer à l'occasion d'un changement de dirigeants. Les maîtres actuels de l'Union soviétique semblent être encore loin d'oser prendre des décisions touchant à la structure politique et à la substance de la société sur laquelle ils exercent leur domination.

Le souhait de la Russie soviétique de cimenter la situation politique actuelle de l'Europe nous concerne d'autant plus directement que les Etats de l'Est européen se montrent de plus en plus intéressés à des échanges avec l'Ouest et avec l'Europe libre dans les domaines économique et culturel. Les nations industrielles européennes rivalisent pour accorder à l'Est communiste des crédits à long terme sans contrepartie politique.

La puissance économique et surtout la puissance politi-

que du communisme se trouvent ainsi renforcées, comme s'il avait renoncé définitivement à la révolution mondiale.

Tout cela peut expliquer pour le moment une certaine disposition superficielle au compromis de la part des Soviets. Mais, j'en suis convaincu, Européens et Américains abuseraient amèrement d'eux-mêmes, s'ils déduisaient de cette attitude purement tactique des Soviets qu'ils ont la moindre intention d'adopter une ligne politique plus constructive.

La clé de voûte de notre politique étrangère: l'amitié franco-allemande

Nous aspirons à un ordre de paix européen garantissant à tous les peuples de l'Europe leur liberté et leur sécurité. Gardons-nous de l'illusion de croire que ce but pourrait être atteint par des règlements techniques sans portée suffisante. Lorsqu'il s'agit d'établir en Europe un régime de paix où la coopération doit servir à l'intérêt commun et à l'équilibre des intérêts et éliminer en outre la méfiance, des procédures techniquement harmonisées ne suffisent pas. Des solutions politiques sont indispensables. Je suis convaincu que tous les peuples d'Europe ne souhaitent pas en définitive œuvrer les uns contre les autres, mais au contraire coopérer. C'est cela que nous considérons comme une véritable détente. Nous nous sommes toujours déclarés prêts à entrer en pourparlers avec tous ceux qui sont prêts à s'associer à nous sur cette voie.

En ce qui concerne en particulier nos relations avec la France, les discussions que j'ai eues à Rambouillet avec le président de Gaulle se sont terminées par un accord de nos deux politiques sur des questions vitales. L'amitié franco-allemande est et reste la clé de voûte de notre politique étrangère.

Nous devons apprécier comme un geste de sincère amitié et de sincère solidarité le fait que le président français, à la suite de notre dernière rencontre, ait proclamé de

façon si démonstrative que la réunification de notre peuple constituait un objectif essentiel de la politique française. Le peuple français partage cette conception de son gouvernement.

La proportion de citoyens français qui considèrent que la réunification de l'Allemagne est souhaitable est passé de 55 % en mai 1954 à 60 % en février 1965.

Nous autres Allemands, nous devrions cultiver l'amitié avec tous nos voisins comme un bien précieux. Depuis mon entrée en fonctions, je me suis toujours efforcé de donner de nouvelles impulsions à la communauté européenne, grâce à une coopération politique plus étroite, car le profil politique de l'Europe tel qu'il se présente à nous, ne correspond nullement à la puissance économique et à la signification réelle de notre continent dans la politique mondiale actuelle. La réconciliation entre Français et Allemands doit rester et restera une force motrice attachée à l'unification de l'Europe. Il ne s'agit plus maintenant de développer durablement la réconciliation entre les deux peuples. Cette œuvre est accomplie. Notre but est de développer, sur la base de cette réconciliation, une politique qui sera dans une large mesure commune avec celle des pays libres de l'Europe et aussi de tous nos partenaires.

La Communauté économique européenne

Cette politique européenne implique naturellement aussi un nouveau progrès du Marché commun. Nous le considérons comme tout aussi nécessaire et souhaitable que la France et que les autres membres de la C.E.E. En dépit des succès déjà obtenus, la transition complète de six économies nationales vers une économie régionale commune étendue à un large espace présentera encore bien des difficultés. Je ne les ai jamais perdues de vue, ni sous-estimées. Durant ce processus, il apparaîtra de plus en plus clairement qu'il serait sommaire de penser qu'un marché de cette envergure puisse se pratiquer sans un alignement des systèmes sociaux. Dans cette perspective, le modèle d'une « société façonnée » que nous sommes en train de développer revêt une signification européenne.

Le partenaire atlantique

Personne dans notre pays ne souhaite qu'une plus grande concentration de notre politique étrangère à l'intérieur de l'Europe exerce une influence néfaste sur nos relations avec les Etats-Unis. Personne cependant ne peut raisonnablement douter du fait que notre sécurité et nos libertés ne soient assurées que par notre alliance avec les Etats-Unis. Et cependant, il serait superficiel de notre part de vouloir réduire les relations germano-américaines et celles de l'Europe et des Etats-Unis à une garantie de sécurité. Les efforts de notre politique étrangère tendent à faire valoir nos intérêts fondamentaux et communs pour aboutir ainsi à une stratégie globale et efficace de la politique occidentale. Cette union garde, me semble-t-il, un caractère d'urgence, même si une telle stratégie laisse appa-

raître aujourd'hui, plus que durant les années cinquante, la nécessité de différenciations. Les Etats-Unis eux-mêmes se sont rendus compte de cette évolution et ils ont accordé pour cette raison un grand et positif intérêt au Marché commun et à l'unification de l'Europe. Cette « différenciation de la politique occidentale » a pour conséquence le développement presque inévitable d'une certaine autonomie de la politique européenne face au « patt » atomique existant entre les deux plus grandes puissances mondiales.

Dans tous les cas, un dynamisme plus indépendant des Etats européens est aussi conforme aux intérêts des Etats-Unis, car il aboutit en dernier ressort à un renforcement de l'alliance globale du monde libre.

L'Europe orientale et la réunification

L'examen critique de ces réalités, qui n'a pu être fait ici que d'une manière exhaustive, conditionne notre conception en politique étrangère. L'objectif national est et reste la réunification de notre peuple en faveur de laquelle nous avons le droit et le devoir d'agir. Mais une douloureuse expérience nous a appris ceci: La réunification de notre peuple ne peut trouver sa signification historique que si elle apporte à l'Europe une paix véritable fondée sur un accord équitable. Nos voisins d'Europe orientale doivent se rendre compte qu'une paix durable n'est pas possible sans la réunification et qu'un essor économique couronné de succès pour tous et en particulier pour eux, ne peut être réalisé que dans le cadre d'une organisation pacifique garantie par des traités internationaux.